

CANADA

**PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL**

No : 500-17-

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre commerciale)

BENOÎT RINGUETTE
et
**FIDUCIE FAMILIALE BENOÎT
RINGUETTE**

Demandeurs

c.

YVES THÉRIAULT
et
FIDUCIE FAMILIALE MAXAN
et
**SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
CARBONEUTRE (SICN) INC.**

Défendeurs

et
ENERGIE CARBONEUTRE INC.
et

ECN TERRAIN INC.

Mise en cause

**REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE EN OPPRESSION ET POUR MESURES
INTÉRIMAIRES**
(Article 110 C.p.c. et art. 238 et suivants L.c.s.a.)

À L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE, SIÉGEANT EN
CHAMBRE COMMERCIALE, DANS ET POUR LE DISTRICT DE MONTRÉAL, LES
DEMANDEURS EXPOSENT CE QUI SUIT :

Les parties

1. Les Demandeurs, Benoît Ringuette (ci-après «Ringuette») et Fiducie familiale Benoît Ringuette (ci-après «Fiducie Ringuette»), sont tous deux actionnaires au livre de la Mise en cause, Énergie Carboneutre inc. (ci-après «ECN»);

2. Ringuette est également administrateur au livre de ECN ;
3. Les Défendeurs, Yves Thériault (ci-après «Thériault») et Fiducie familiale Maxan (ci-après «Fiducie Maxan»), laquelle est la fiducie familiale de Thériault, sont également actionnaires de ECN ;
4. Thériault est aussi administrateur de ECN ;
5. La Mise en cause, ECN, est une entreprise de traitement écologique de sols, le tout tel qu'il appert du relevé du Registraire des entreprises, communiqué au soutien de la présente comme **Pièce P-1** ;
6. La Mise en cause, ECN Terrain inc. (ci-après «ECN Terrain») est une entreprise qui a pour seul activité d'être propriétaire du terrain sur laquelle ECN exerce ses activités de décontamination de sols, le tout tel qu'il appert du relevé du Registraire des entreprises, communiqué au soutien de la présente comme **Pièce P-2** ;
7. Les actionnaires et administrateur au livre de ECN Terrain sont Ringuette et Thériault ;
8. La Défenderesse, Société Internationale Carboneutre (SICN) inc. (ci-après «SICN»), est une compagnie qui a été constituée afin de fournir du financement et acheter les actifs de ECN, le tout tel qu'il appert du relevé du Registraire des entreprises, communiqué au soutien de la présente comme **Pièce P-3** ;

Historique des relations entre les parties

9. Ringuette a développé une technologie brevetée de traitement des sols contaminés qui permet l'utilisation de l'air chaud sous l'application d'une pression négative ;
10. Afin de mettre en application ladite technologie, Ringuette s'est associé avec Thériault puis ils ont formé ensemble ECN et ECN Terrain ;
11. L'apport de chacun à ECN était fort simple, Ringuette apportait la technologie qui devenait la «Technologie ECN» et Thériault fournissait un apport financier, lequel permettrait le développement et la commercialisation de la Technologie ECN ;
12. Les parties ont vite réalisé que la mise en application et l'exploitation de la Technologie ECN requéraient des investissements beaucoup plus importants que ceux initialement anticipés ;
13. Le ou vers le 24 novembre 2006, étant devenu inconfortable avec le niveau d'endettement de ECN et les divers cautionnements qu'on lui demandait de fournir, Ringuette et Fiducie Ringuette ont vendu les actions qu'ils détenaient dans le capital-actions de ECN et ECN Terrain à Thériault. À l'occasion de ladite vente d'actions, Thériault s'engageait à assumer seul, la totalité des obligations souscrites par Ringuette et Fiducie Ringuette pour et au nom

de ECN et ECN Terrain, le tout tel qu'il appert d'une copie de la convention de vente d'actions, communiquée au soutien de la présente comme **Pièce P-4** ;

14. La vente desdites actions ne s'est malheureusement jamais matérialisée, Thériault n'ayant pas assumé les dettes de ECN ;
15. Dans ces circonstances, les parties ont poursuivi leurs démarches afin d'obtenir du financement additionnel en vue de la mise en application et l'exploitation de la Technologie ECN et ultimement le remboursement de ses créanciers;
16. C'est dans le cadre de cette recherche de financement que monsieur Domenic Arcuri (ci-après «D. Arcuri»), a approché Thériault afin de l'aviser qu'il était intéressé à en connaître davantage sur la Technologie ECN et explorer la possibilité d'investir dans ECN ;
17. Le 1 février 2008, D. Arcuri a signé une lettre d'intention suivant laquelle il s'engageait à faire l'acquisition de tous les actifs relatifs à l'exploitation des entreprises de ECN et ECN Terrain (ci-après la «Lettre d'intention»), le tout tel qu'il appert de la Lettre d'intention, communiquée au soutien de la présente comme **Pièce P-5** ;
18. La Lettre d'intention a été signée par D. Arcuri pour une compagnie à être constituée ou désignée. La compagnie désignée par D. Arcuri à cet effet était SICN ;

19. La Lettre d'intention prévoyait notamment que le montant du prix de vente devait être suffisant pour couvrir les dettes détaillées par ECN et ECN Terrain. Plus particulièrement, la Lettre d'intention édicte que SICN devait procéder au paiement des dettes, à même le prix de vente et à l'acquit des vendeurs, dont Ringuette ;
20. À cette même date, une convention d'exploitation d'entreprise est intervenue entre les mêmes parties afin de confirmer l'acceptation de la Lettre d'intention et prévoir que SICN prenait le contrôle total sur la gestion des opérations de ECN et ECN Terrain et sur l'utilisation de la Technologie ECN et ce, jusqu'à ce que SICN ait été compensée pour tout montant qu'elle investirait dans ECN et ECN Terrain (ci-après la «Convention d'exploitation»), le tout tel qu'il appert de la Convention d'exploitation, communiquée au soutien de la présente comme **Pièce P-6** ;
21. Le ou vers le 13 juin 2008, une offre d'achat d'actifs (ci-après l'«Offre») est intervenue entre SICN, ECN et ECN Terrain. Ringuette, Fiducie Ringuette, Thériault et Fiducie Maxan, intervenaient tous, quant à eux, à l'Offre à titre de caution, le tout tel qu'il appert de l'Offre, communiquée au soutien de la présente comme **Pièce P-7** ;
22. Encore une fois, à l'occasion de l'Offre, SICN s'engageait à procéder au paiement des dettes de ECN et ECN Terrain et prévoyait qu'elle conservait le contrôle de ECN et ECN Terrain jusqu'à pleine compensation des montants investis dans ECN et ECN Terrain ;

23. Depuis le 1 février 2008, SICN a pris le contrôle effectif de ECN et ECN Terrain et de l'ensemble des actifs respectifs de chacune desdites entreprises et agit, dans les faits, comme la véritable actionnaire de ECN et ECN Terrain, le tout tel qu'il appert de la Convention d'exploitation et de l'Offre ;
24. Subséquemment à la prise de contrôle de ECN et ECN Terrain par SICN, cette dernière a retenu les services de Ringuette, à temps plein, à titre de directeur de la recherche et du développement de ECN ;
25. À compter du mois de septembre 2009, Ringuette a poursuivi son rôle de directeur de la recherche et du développement de ECN mais, à la demande d'un représentant de SICN, seulement à temps partiel et Ringuette a alors commencé à facturer des honoraires par le biais de la compagnie Épilobe Inc. (ci-après «Épilobe»), dont il est actionnaire unique et ce, plutôt que de percevoir un salaire ;
26. Ringuette a cessé de rendre des services à SICN, par le biais de Épilobe, au mois de janvier 2010 ;

Oppression et actes fautifs des Défendeurs

27. Depuis le ou vers le 24 novembre 2006, Thériault assume seul l'administration de ECN et ECN Terrain ;

28. Par ailleurs et tel que préalablement mentionné, depuis le 1^{er} février 2008, SICN a le contrôle totale sur les actifs de ECN et ECN Terrain et effectue la gestion de ECN et ECN Terrain de concert avec Thériault ;

Le remboursement des prêts à 9110-1147 Québec inc. et 140852 Canada inc.

29. Nonobstant la vente d'actions intervenue entre Thériault et Ringuette et la prise effective de contrôle de ECN et ECN Terrain par SICN, le paiement des dettes de ECN et ECN Terrain n'a pas été effectué ni par Thériault ni par SICN ;
30. En raison du défaut de Thériault et de SICN de payer les dettes de ECN et ECN Terrain, des créanciers de ECN, à savoir 9110-1147 Québec inc. et 140852 Canada inc., ont entrepris des procédures à l'encontre, entre autres, de Ringuette et ce, afin d'obtenir le remboursement de la dette de ECN, le tout tel qu'il appert de la requête introductive d'instance produite dans le dossier de Cour portant le numéro 500-17-068268-112 (ci-après le «Recours en remboursement de prêts»), communiqué au soutien de la présente comme **Pièce P-8** ;
31. Dans le cadre du Recours en remboursement de prêts, Ringuette a appelé en garantie Thériault et SICN, ces derniers niant devoir assumer le remboursement des sommes réclamées par 9110-1147 Québec inc. et 140852 Canada inc. et refusant de prendre fait et cause pour Ringuette ;

32. Par ailleurs, la représentante de SICN, madame Marlène Girard (ci-après « Mine Girard »), a confirmé que l'institution de procédures par d'autres créanciers de ECN était imminente ;
33. Thériault et SICN refusent donc de payer les dettes de ECN et ECN Terrain contrairement à leurs engagements respectifs mais ils agissent comme si les Demandeurs n'étaient plus actionnaires de ECN et ECN Terrain ;
34. En effet, les Demandeurs n'ont jamais été convoqués à une assemblée annuelle d'actionnaires de ECN ou ECN Terrain depuis 2006 et Ringuette n'a, en aucun temps, été convoqué à une assemblée annuelle d'administrateurs de ECN et ECN Terrain ;
35. En plus, les Demandeurs n'ont jamais reçu les états financiers annuels de ECN ou ECN Terrain depuis 2006 ;
36. Il est à noter que les Demandeurs n'ont jamais formellement demandé les états financiers annuels de ECN et ECN Terrain avant l'institution de procédures de ECN et SICN contre eux ;
37. Ce n'est que par le biais d'un engagement souscrit lors de la déposition de Thériault dans le cadre du recours institué par ECN et SICN que les Demandeurs ont réussi à obtenir les états financiers de ECN et ECN Terrain ;

38. Par ailleurs, Thériault, et SICN refusent toujours de fournir aux Demandeurs une liste détaillée des créanciers de ECN et ECN Terrains, informations que les Demandeurs sont en droit d'obtenir ;
39. De plus, Thériault et SICN ne consentent pas à donner copie complète du livre de minutes de ECN aux Demandeurs ;
40. Les Demandeurs s'attendaient à ce que les Défendeurs agissent dans le meilleur intérêt des actionnaires de ECN et ECN Terrain et honorent les engagements respectifs qu'ils avaient pris et qui avaient pour objet le paiement des divers créanciers de ECN et ECN Terrain ;
41. En effet, les Demandeurs étaient persuadés que les Défendeurs allaient prendre en charge la gestion financière de ECN et ECN Terrain et leur faire part, en temps opportun, du fait que tous les créanciers avaient été payés ;
42. Comme tout actionnaire au sein d'une société, les Demandeurs étaient en droit de s'attendre à ce que leurs droits soient respectés et protégés;
43. Malheureusement, Thériault et SICN ont dépouillé les Demandeurs de leurs actions et les ont privés des droits qui s'y rattachaient sans donner quelque contrepartie qui soit aux Demandeurs pour ces dernières dont notamment, le paiement des créanciers de ECN et ECN Terrain ;

Institution d'une poursuite bâillon par SICN et ECN contre Ringuette

44. Le ou vers le 26 août 2011, ECN et SICN ont signifié aux Demandeurs une requête en injonction interlocutoire et permanente, et en dommages, le tout tel qu'il appert de la requête introductive d'instance produite dans le dossier de Cour portant le numéro 500-17-067516-115 (ci-après le «Recours en injonction et dommages»), communiqué au soutien de la présente comme **Pièce P-9** ;
45. À l'occasion du Recours en injonction et dommages, ECN et SICN demandent l'émission d'une injonction à l'encontre des Demandeurs en raison de leurs présumés agissements déloyaux, de leurs présumées contraventions à leurs devoirs de confidentialité et leurs présumées tentatives de commercialiser pour leurs propres intérêts la Technologie ECN ;
46. Au surplus, SICN réclame de Ringuette et Épilobe la somme de 350 083 \$ en remboursement de la rémunération, des avances et des autres avantages que Ringuette aurait perçus alors qu'il était à l'emploi de SICN ;

47. ECN réclame quant à elle de Ringuette et Épilobe, un montant de 150 000 \$, à titre de remboursement des revenus qu'ils auraient supposément générés en offrant à des tiers des services liés à la Technologie ECN ;
48. Finalement ECN et SICN réclament de Ringuette, Fiducie Ringuette et Épilobe, la somme de 300 000 \$ à titre de dommages exemplaires vu la présumée violation de droit de ECN à la libre jouissance de la Technologie ENC ;
49. Évidemment, Ringuette, Fiducie Ringuette et Épilobe nie avoir eu quelque comportement déloyal, contrevenu à une quelconque obligation de confidentialité ou commercialisé la Technologie ECN à leur profit ;
50. Ringuette et Épilobe, alors qu'ils étaient respectivement à l'emploi et sous-traitants de SICN, ont effectué le développement et la commercialisation de la Technologie ECN au profit de ECN et SICN et les démarches qui étaient effectuées en vue de la commercialisation de la Technologie ECN étaient connues par D. Arcuri, lequel supervisait les activités de Ringuette et Épilobe ;
51. D'ailleurs, lors de l'institution du Recours en injonction et dommages, ECN et SICN avaient mis en cause tous les tiers avec lesquels elles prétendent que Ringuette et Épilobe ont offert des services liés à la technologie ECN, soit 7 compagnies et 2 individus ;

52. Or, suite à la réception de simples lettres de procureurs de certaines mises en cause, ECN et SICN se sont désistés de leur action à l'égard de 6 des 7 compagnies mises en cause ;
53. Le fait de mettre en cause ces compagnies desquelles Ringuette est bien connu et auprès desquelles il avait une bonne réputation, était complètement inutile et n'a manifestement été fait que dans le but d'humilier Ringuette et de porter atteinte à sa réputation ;
54. Les désistements s'expliquent par ailleurs par le fait que le démarchage effectué par Ringuette auprès desdites mises en cause était à la connaissance de D. Arcuri et qu'ultimement, aucun contrat n'a été octroyé et aucun service n'a été rendu par Ringuette ou Épilobe en relation avec la Technologie ECN, ce que les Défendeurs savaient très bien ;
55. Clairement, le Recours en injonction et dommages est une poursuite bâillon visant à forcer les Demandeurs à céder les actions qu'ils détiennent dans le capital-actions de ECN et ECN Terrain ;
56. De fait, à l'occasion de la déposition de Mme Girard, cette dernière a exprimé que l'un des objectifs du Recours en injonction et dommages était d'essouffler financièrement les Demandeurs ;
57. SICN et ECN sont parfaitement au courant que les Demandeurs n'ont pas les ressources financières pour acquitter les montants qu'ils réclament aux Demandeurs ;

58. Le Recours en injonction et dommages a également pour objet de mettre de la pression sur les Demandeurs afin que ceux-ci acquittent une partie de la dette réclamée dans le cadre du Recours en remboursement de prêts ;
59. En effet et étrangement, le Recours en injonction et dommages est survenu suite à la réception de la mise en demeure des créanciers 9110-1147 Québec inc. et 140852 Canada inc., laquelle précédait l'institution du Recours en remboursement de prêts ;
60. Or, certains des faits reprochés aux Demandeurs étaient connus des Défendeurs au moins deux (2) ans préalablement à l'institution du Recours en injonction et en dommages ;
61. Les Défendeurs sont de mauvaise foi et cherchent, par diverses méthodes, à expulser les Demandeurs à titre d'actionnaires de ECN et ECN Terrain ;
62. Le comportement des Défendeurs est fautif et doit être sanctionné par cette Cour car il est injustement préjudiciable aux Demandeurs ;

Conclusions recherchées

Mesure intérimaire

63. Compte tenu de ce qui précède, les Demandeurs requièrent l'émission par cette Cour d'une mesure intérimaire ;

Provision pour frais

64. Par leurs faits et gestes, et en particulier le refus de payer les dettes de ECN et ECN Terrain ainsi que l'institution du Recours en injonction et dommages, lequel est clairement une poursuite bâillon, les Défendeurs obligent les Demandeurs à encourir des montants substantiels en honoraires professionnels ;
65. De l'aveu même de Mme Girard, l'un des objectifs du Recours en injonction et en dommages est de forcer les Demandeurs à encourir des sommes considérables en honoraires extrajudiciaires ;
66. Or, seul Ringuette génère un revenu au moment présent et lesdits revenus ne sont pas suffisant pour subvenir aux frais inhérents à l'ensemble des litiges qui l'oppose aux Défendeurs ;
67. Les Demandeurs sont donc en droit d'obtenir de ECN une provision pour frais à hauteur de 50 000 \$, lequel montant devra être conservé dans le compte en fidéicommis des procureurs des Défendeurs et versé par tranches, aux Demandeurs, sur présentation de factures et pièces justificatives pour de tels frais ;
68. Les Demandeurs sont actionnaires de ECN et ultimement se qualifient comme plaignants au sens de *Loi canadienne sur les sociétés par actions* ;

69. Les Demandeurs ont un recours sérieux à faire valoir contre les Demandeurs, le tout tel qu'il appert à la face même de la présente requête ;
70. Les difficultés financières que rencontrent actuellement les Demandeurs résultent directement des agissements des Défendeurs, lesquels ont institué le Recours en injonction et dommages afin d'exclure les Demandeurs de ECN et lesquels refusent de prendre fait et cause pour Ringuette dans le Recours en recouvrement de prêts ;
71. ECN a la capacité financière de payer car, de l'aveu même de la représentante de SICN, lequel a été obtenu lors de sa déposition dans le cadre du Recours en injonction et dommages, SICN effectue la gestion de ECN et tous les actifs sont transférés ou transigés par le biais de SICN et SICN voit à tous les besoins financiers de ECN ;

Ordonnance finale

72. Les Demandeurs demandent par ailleurs à obtenir, par jugement final à intervenir, les conclusions suivantes ;

Rachat des actions des Demandeurs

73. Dans les présentes circonstances, les Demandeurs ne peuvent rester actionnaires de ECN et ECN Terrain ;

74. Ils sont biens fondés d'exiger que ECN, Thériault, Fiducie Maxan ou SICN procèdent au rachat des actions qu'ils détiennent dans le capital-actions de ECN et ECN Terrain et ce, conformément aux termes et conditions plus amplement prévus à la convention de vente d'actions (pièce P-4) ;

Atteinte à la réputation et dommages moraux

75. En raison de ce qui précède, Ringuette a subi et subit toujours un préjudice et il est en droit d'être indemnisé pour les dommages causés par les actes fautifs des Défendeurs ;
76. En effet, la position adoptée par Thériault et SICN relativement au Recours en remboursement de prêts, a fait prendre conscience à Ringuette de l'expulsion donc il était victime. Cette prise de conscience et l'obligation de contester le Recours en remboursement de prêts a causé beaucoup d'anxiété et de stress à Ringuette ;
77. Ce stress a été multiplié à l'occasion de la signification du Recours en injonction et en dommages ;
78. De plus, le fait d'avoir mis en cause diverses compagnies avec lesquelles Ringuette ou Épilobe traitaient ou avaient traité dans le cadre de leurs activités professionnelles, a porté atteinte à la réputation de Ringuette ;

79. Ringuette a ainsi dû se justifier auprès de ses nombreuses relations d'affaires et tenter de leur fournir des explications sur la véritable situation de ECN et du fait qu'il n'avait pas eu les comportements qui lui sont reprochés à l'occasion du Recours en injonction et en oppression ;
80. Ringuette s'est senti profondément humilié par cette expérience, qu'il a vécue comme traumatisante et stressante ;
81. Ringuette est donc en droit de réclamer les sommes suivantes :
- 25 000 \$ pour atteinte à sa réputation ; et
 - 25 000 \$ à titre de dommages pour compenser le préjudice psychologique qu'il subi ;
82. La présente requête introductive d'instance en oppression et pour mesures intérimaires est bien fondée en faits et en droit.

PAR CES MOTIFS, PLAISE À LA COUR :

ACCUEILLIR la présente requête introductive d'instance ;

De façon intérimaire :

CONDAMNER solidairement les Défendeurs, Énergie Carboneutre inc. et Société Internationale Carboneutre (SICN) inc., à verser une provision pour frais de cinquante mille dollars (50 000 \$) aux Demandeurs, Benoît Ringuette et Fiducie familiale Benoît Ringuette, lequel montant devra être conservé dans le compte en fidéicommiss des procureurs des Défendeurs et versé par tranches aux Demandeurs sur présentation de factures et de pièces justificatives pour de tels frais ;

ORDONNER de rendre compte trimestriellement aux Demandeurs de l'ensemble de leurs activités et ce pour la période allant du 26 novembre 2006 jusqu'au jugement à intervenir en l'instance, le premier tel rapport étant dû le quinzième (15^e) jour suite au jugement à intervenir sur les ordonnances intérimaires ;

DISPENSER les Demandeurs de fournir caution au soutien de l'obtention et de l'exécution des mesures provisoires ;

ORDONNER l'exécution provisoire du jugement sur les ordonnances intérimaires nonobstant appel ;

Par jugement final à intervenir :

ORDONNER aux Défendeurs de procéder au rachat des actions des Demandeurs dans le capital-actions de ECN et ECN Terrain et ce, conformément aux termes prévus à la convention d'achat d'actions (pièce P-4) en date du 24 novembre 2006 ;

ORDONNER aux Défendeurs de signer toute documentation pertinente au transfert desdites actions, dans un délai de 30 jours du jugement à intervenir sur la présente ;

CONDAMNER solidairement les Défendeurs à payer au Demandeur, Benoît Ringuette, la somme de 50 000 \$ pour dommages moraux et psychologiques, avec intérêts au taux légal ainsi que l'indemnité additionnelle prévue à l'article 1619 du *Code civil du Québec* à compter de l'assignation ;

RÉSERVER aux Demandeurs tous leurs droits et recours non spécifiquement visés par les conclusions du jugement à intervenir sur la présente et découlant des mesures d'oppression commises par les Défendeurs à l'encontre des Demandeurs ;

ORDONNER l'exécution provisoire du jugement final à intervenir nonobstant appel ;

LE TOUT avec dépens.

MONTREAL, le avril 2012

ARNAULT THIBAUT CLÉROUX
Société en nom collectif

Procureurs des Demandeurs